

Accord États-Unis-Iran 2026 : Tournant structurel et rééquilibrage stratégique au Moyen-Orient

Posted on juin 17, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Introduction

La signature du mémorandum d'entente entre les États-Unis et l'Iran le 14 juin 2026, prévu pour être officialisée le 19 juin à Genève sous médiation pakistanaise, constitue un tournant diplomatique majeur au Moyen-Orient [1]. Cet accord, visant à mettre fin à la guerre ayant débuté le 28 février 2026 « sur tous les fronts, y compris le Liban », entraîne des conséquences profondes sur l'équilibre sécuritaire libanais [2]. La clause centrale prévoit le retrait du Hezbollah du sud du Liban et le déploiement de l'armée libanaise dans cette région frontalière, avec un accord-cadre signée le 4 juin entre les gouvernements libanais et israélien [3].

Cette restructuration sécuritaire représente une évolution forcée par la confrontation régionale, marquée par l'affaiblissement stratégique du Hezbollah qui a subi des pertes militaires considérables durant le conflit de 2026, entre 900 et 1 900 soldats tués, plusieurs centaines voire milliers de blessés, et 5 combattants capturés [3]. Le soutien militaire iranien, essentiel à la capacité opérationnelle du groupe, est désormais considérablement réduit, notamment suite à la chute du régime de Bachar al-Assad en Syrie et à l'assassinat du Guide suprême iranien Ali Khamenei [4]. Rester au sud du Liban serait devenu « suicidaire » pour l'organisation face à l'occupation israélienne et aux bombardements continus.

Cet article examine les implications stratégiques, sécuritaires et diplomatiques de cet accord préliminaire, en analysant ses mécanismes, ses limites et son impact sur l'équilibre régional, tout en évaluant les risques de résurgence de milices rivales, la position des pays du Golfe face à la restructuration sécuritaire, la capacité réelle des forces armées libanaises à sécuriser la zone, le rôle des forces de maintien de la paix de l'ONU, et l'influence diplomatique de l'Arabie saoudite sur le Liban post-Hezbollah.

I. Les Mécanismes Clés de l'Accord et leurs Implications Stratégiques

L'accord établit une trêve de 60 jours sans hostilités, durant laquelle l'Iran doit retirer toutes les mines marines du détroit d'Ormuz pour garantir un accès sans restriction, en contrepartie de quoi les États-Unis lèvent leur blocus naval sur les ports iraniens et suspendent partiellement leurs sanctions, permettant à Téhéran de reprendre l'exportation de pétrole [5]. Le protocole ne résout pas la question du programme nucléaire iranien, qui sera abordée ultérieurement lors des pourparlers techniques, mais inclut un engagement de l'Iran à ne pas chercher à se doter de la bombe atomique, clause restant ambiguë car elle n'impose pas le démantèlement complet du programme [5][6].

Cet accord marque un rééquilibrage du pouvoir régional, Washington adoptant une approche diplomatique pragmatique privilégiant la stabilité énergétique et la sécurité maritime après des années de confrontation [5]. Pour l'Iran, c'est une victoire diplomatique qui légitime sa position régionale et lui permet de récupérer des ressources économiques cruciales. La cessation des opérations sur tous les fronts, y compris au Liban, affecte directement Israël, qui doit désormais renégocier sa stratégie face au Hezbollah, place l'État hébreu dans une position délicate car il limite ses options militaires tout sans garantissant une démilitarisation complète du groupe [7].

Le rôle du Pakistan en tant que médiateur a été central dans la négociation, renforçant sa position de puissance intermédiaire dans la région, tandis que la France a annoncé que sa mission maritime internationale avec le Royaume-Uni était prête à accompagner la réouverture d'Ormuz, illustrant l'engagement européen dans la stabilisation du golfe [8]. Cependant, le texte complet de l'accord n'est pas encore accessible, et les deux nations ont des interprétations divergentes de son contenu, l'Iran insistant sur les droits de passage tandis que les États-Unis refusent tout frais de navigation [7]. Cette ambiguïté pourrait entraîner des conflits d'interprétation lors de la mise en œuvre.

II. Risques de Résurgence de Milices Rivaes après le Retrait du Hezbollah

Le désarmement du Hezbollah entraîne une polarisation extrême et un risque élevé d'affrontements intercommunautaires, phénomène s'accompagnant déjà de la

résurgence de milices concurrentes observée à bas bruit dans certaines régions à majorité chrétienne ou sunnite [9]. Samir Geagea, chef des Forces libanaises, parti chrétien, a fixé un ultimatum de six mois pour le désarmement complet du Hezbollah, déclarant que le délai effectif pour la remise des armes est de six mois, pas davantage, et affirmant que le Hezbollah militaire n'existe plus après la guerre de 2026, mais insiste sur le désarmement sur l'ensemble du territoire libanais, pas seulement au sud du Litani [10][11].

Un danger critique menace l'armée libanaise : des désertions massives parmi les soldats chiites, loyaux au Hezbollah, pourraient reproduire le scénario de 1975 où l'armée s'est fragmentée en milices [12]. Le général Haykal, chef de l'armée libanaise, est pris en étau entre les menaces israéliennes et le risque de mutinerie de ses propres soldats chiites, le gouvernement ayant décrété l'interdiction immédiate de toutes les activités sécuritaires et militaires du Hezbollah le 2 mars 2026, mais le chef de l'armée refuse d'obéir, jouant la montre pour éviter au pays d'imploser [13].

Les frictions intercommunautaires entre les chiites déplacés et les habitants qui les accueillent sont de plus en plus vives, et le ministre français des Armées Sébastien Lecornu a exprimé sa crainte d'une guerre civile imminente au Liban, position principale de la France [14]. Malgré la décapitation de son état-major, le Hezbollah reste une menace sérieuse pour la stabilité et la démocratie du Liban, affichant une détermination sans faille pour peser sur la politique intérieure. Le parti Kataëb a averti que le Liban risque un isolement international croissant s'il ne parvient pas à appliquer la résolution 1701 et à rétablir le monopole de l'État sur la force, car le soutien économique occidental est conditionné au désarmement du Hezbollah [15][16].

III. Position de l'Arabie saoudite et Influence Diplomatique face au Vide Sécuritaire

La position de Riyad a été définie par les analystes comme une conditionnalité engagée, volonté d'investir et de soutenir politiquement le Liban mais à des conditions strictes liées au désarmement du Hezbollah [17]. Le regain d'intérêt de l'Arabie saoudite pour le Liban reflète sa stratégie de guerre froide consistant à utiliser l'influence financière et politique pour contrer les menaces idéologiques, réactivant la stratégie historique d'alliance aux Maronites des années 1960 contre

le bloc turco-qatarien et le modèle soft power des Frères musulmans [18]. Cette réorientation est évidente dans la réorganisation diplomatique récente du royaume, avec le rappel de l'ambassadeur Waleed Bukhari et son retour à Beyrouth en 2022, et l'attribution du dossier libanais au prince Khalid bin Salman, ministre de la Défense saoudien, montrant une approche plus proactive [18].

Le ministère saoudien des Affaires étrangères, dirigé par le prince Faisal bin Farhan, exprime un soutien total aux mesures adoptées par la République libanaise pour faire face aux tentatives de perturbation de la sécurité, renouvelant son soutien au président Joseph Aoun, au Premier ministre Nawaf Salam, et à l'armée libanaise qui contribue à assurer la sécurité et la stabilité [19]. Lorsque Joseph Aoun, alors commandant de l'armée libanaise, s'est rendu en Arabie saoudite en décembre 2024 et a été reçu par le ministre de la Défense, le prince Khalid ben Salmane, c'était une indication que Riyad avait activement repris un rôle positif concernant la sécurité et la stabilité du Liban après la guerre israélienne dévastatrice contre Gaza et le Liban [20]. À la différence de la position iranienne de soutien militaire direct au Hezbollah, l'Arabie saoudite adopte une approche de soutien conditionné à l'État légitime sans intervention militaire directe [17].

Les pays du Golfe posent des conditions rédhibitoires pour que le Liban se réhabilite à leurs yeux, notamment l'application des résolutions internationales, en particulier la résolution 1559 du Conseil de sécurité stipulant le désarmement de toutes les milices, y compris le Hezbollah, un retour à la politique de distanciation et de non-ingérence dans les affaires des pays arabes, le contrôle des frontières et des points de passage, ainsi que le renforcement des mesures de sécurité à l'aéroport de Beyrouth pour empêcher le trafic de drogue vers l'Arabie saoudite [21]. En réalité, l'objectif de Riyad est de pousser le pays du Cèdre à réorienter sa politique pour revenir dans le giron arabe, garantissant leur propre sécurité : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis souhaitent que le Hezbollah cesse son ingérence au Yémen dans le prolongement de la stratégie iranienne dans la région, qui a permis les attaques houthis contre Riyad et Abou Dabi [21].

Les députés sunnites, comme Karameh, Samad et Murad, autrefois alignés avec la résistance, bénéficient désormais de la largesse saoudienne, stratégie visant à coopter des acteurs clés pour contrer l'influence turco-qatarienne et réaffirmer le rôle décisif de Riyad au Liban, non seulement pour des résultats électoraux immédiats mais aussi pour inverser des années de négligence pendant lesquelles

l'Iran, le Qatar et la Turquie ont renforcé leur influence sur les factions sunnites et autres [18]. L'Arabie saoudite ne soutient pas une personnalité politique particulière mais plutôt une orientation générale, qui se résume à l'arabité du Liban et son indépendance, et Riyad attendra donc de voir comment le paysage électoral, encore très incertain, va se décanter et agira en conséquence [21].

IV. Capacité Réelle des Forces Armées Libanaises à Sécuriser la Zone et Financement Extérieur Nécessaire

L'accord de cessez-le-feu prévoit que les forces armées libanaises déploient 10 000 soldats au Liban-sud, avec 1 500 hommes envoyés immédiatement dans la zone frontalière, 4 000 soldats déjà habituellement stationnés dans la région, 6 000 soldats déployés jusqu'à présent incluant 1 500 supplémentaires et 4 000 habituels, et 4 000 autres en cours de recrutement [22]. Le président Joseph Aoun a annoncé que la présence de l'armée sera progressivement renforcée pour atteindre environ 10 000 soldats d'ici la fin de l'année [24]. L'armée libanaise contrôle désormais 200 positions au sud du fleuve Litani, en plus de 29 fixes, et effectue des patrouilles 24 heures sur 24 dans le secteur, ayant démantelé environ 10 000 positions dans ce secteur depuis l'instauration du cessez-le-feu [25].

L'armée libanaise a annoncé le 8 janvier 2026 avoir mené à terme le désarmement du Hezbollah dans la partie sud du pays proche d'Israël, atteignant les objectifs de la première phase de son plan consistant à désarmer le mouvement chiite entre la frontière avec Israël et le fleuve Litani [26]. Depuis septembre 2025, l'armée a ouvert 62 sites, démantelé 58 lance-roquettes et confisqué 58 missiles [25]. Le Premier ministre Salam déclare que l'armée fait des progrès sérieux pour étendre sa présence au Liban-Sud, confisquant les armes du Hezbollah et démantelant ses positions [23].

Malgré ces progrès, les régiments frontaliers libanais mènent une lutte difficile avec des moyens limités, leur mission étant souvent compromise par un manque d'effectifs et d'équipements modernes [27]. Les infiltrations armées et l'absence de coordination régionale compliquent leur mission, et le général à la retraite Pierre Georgiou affirme que l'armée est parfaitement capable de sécuriser les frontières et peut contrôler environ 70% des frontières terrestres et l'intégralité des frontières maritimes grâce au matériel disponible, mais insiste que l'armée est capable de

mener à bien cette mission et de ne rien laisser passer, même pas une mouche, si seulement une décision politique en ce sens pouvait être prise [28].

Le financement extérieur est crucial pour stabiliser l'armée libanaise : les États-Unis ont annoncé le transfert de 117 millions de dollars destinés à soutenir les forces de l'ordre et l'armée libanaise, destinés à aider les Forces armées libanaise et les Forces de sécurité intérieure à garantir la souveraineté du Liban dans tout le pays [29][30]. L'Union européenne va accorder une aide de 100 millions d'euros pour soutenir l'armée libanaise, annoncée par la cheffe de la diplomatie de l'UE Kaja Kallas, visant à renforcer les capacités de défense des FAL pour vigiler, contrôler et garantir la sécurité du Liban et maintenir le monopole étatique de l'armes. Une aide précédente de 60 millions d'euros avait été validée en janvier 2025 dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix, et la deuxième moitié du train de mesures de 500 millions d'euros pour la période 2026-2027 est en cours de préparation.

L'Espagne a débloqué une enveloppe de 10 millions d'euros destinée à fournir des équipements aux forces libanaise, financera les compléments de salaire des Forces armées libanaise impactées par la crise économique, ainsi que des panneaux solaires et des aspects logistiques. Le Qatar renouvelle une aide de 60 millions de dollars à l'armée libanaise permettant d'accomplir ses missions nationales de maintien de la stabilité et de contrôle des frontières, et le Fonds qatari pour le développement a également annoncé l'octroi de 15 millions de dollars pour fournir du carburant aux forces armées pendant trois mois, un soutien vital dans le contexte de pénurie énergétique. Le Qatar promet plus de 500 millions de dollars au Liban pour un plan d'aide élargie, incluant le financement du rapatriement de 100 000 déplacés syriens.

Un plan de renforcement des FAL dans la région est en discussion avec les alliés occidentaux de Beyrouth pour permettre à l'armée de remplir, en toute autonomie, ses missions, et Paris, Riyad et d'autres pays ont annoncé la tenue en février 2026 d'une conférence internationale de soutien à l'armée libanaise, avec les envoyés spéciaux des États-Unis, de la France et de l'Arabie saoudite. La France exhorte les États du Golfe à renforcer leur soutien à l'armée libanaise pour sécuriser les zones frontalières.

V. Rôle des Forces de Maintien de la Paix de l'ONU (FINUL) et Horizon du Retrait

La FINUL, Force intérimaire des Nations unies au Liban, a été établie en mars 1978 par le Conseil de sécurité pour confirmer le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban, rétablir la paix et la sécurité internationales et aider le Gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région. Après la crise de juillet/août 2006, le mandat a été élargi pour contrôler la cessation des hostilités, accompagner et appuyer les forces armées libanaises lors de leur déploiement dans le Sud, et assurer l'accès humanitaire aux populations civiles et le retour volontaire des personnes déplacées.

Le Conseil de sécurité a prorogé, pour la dernière fois, le mandat de la FINUL jusqu'au 31 décembre 2026, avec un an pour se retirer complètement, cette prorogation a été votée à l'unanimité par les quinze membres du Conseil, à l'initiative de la France. La FINUL compte 10 800 casques bleus positionnés entre le fleuve Litani et la ligne de démarcation entre le Liban et Israël, et la force joue un rôle important dans la surveillance de la situation sécuritaire au Sud-Liban, y compris pendant le conflit Israël-Hezbollah de 2025-2026.

Depuis la fin des combats récents entre Israël et le Hezbollah en novembre 2024, la FINUL soutient le redéploiement de l'armée nationale libanaise dans le sud du pays, où Israël maintient sa présence, et la mission assure désormais un rôle de tampon entre l'armée libanaise et les forces israéliennes. La résolution encourage la communauté internationale à renforcer son soutien à l'armée libanaise, notamment à travers la fourniture d'équipements, de matériel et de financements, afin de garantir son déploiement efficace et durable.

Sous la pression des États-Unis et d'Israël, le Conseil de sécurité a voté pour mettre fin définitivement à la mission du contingent de 10 800 casques bleus, Washington et Israël étant hostiles au maintien de la FINUL, tandis que la France et Beyrouth souhaitent la prolongation. La France, chargée de ce dossier au sein du Conseil de sécurité, a joué un rôle crucial pour empêcher un veto américain et obtenir le renouvellement du mandat pour 16 mois supplémentaires. Après le 31 décembre 2026, l'armée libanaise sera la seule institution à assurer la sécurité dans le sud du pays, ce qui suppose que l'armée ait achevé son déploiement complet et son désarmement du Hezbollah dans la zone frontalière.

VI. Synthèse Stratégique et Perspectives

Le retrait du Hezbollah du sud du Liban ouvre une fenêtre de stabilité potentielle, mais trois défis interdépendants menacent cette perspective. La résurgence de milices rivales dans les régions chrétiennes et sunnites, combinée au risque de mutinerie de soldats chiites loyaux au Hezbollah, pourrait déclencher un conflit civil interne [9][12]. Les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Qatar, ont apporté un soutien explicite à l'armée libanaise, mais conditionnent leur aide économique à des avancées significatives sur le désarmement [17]. L'armée libanaise contrôle 200 positions au sud du Litani avec 6 000 soldats déployés, mais son capacité reste limitée par un manque d'équipements modernes.

La triangulation FINUL-Golfe-Financement détermine le futur de la stabilité libanaise. Le retrait de la FINUL le 31 décembre 2026 créera un vide sécuritaire que l'armée libanaise devra remplir seule, avec 10 000 soldats déployés au sud du Litani [22]. L'Arabie saoudite, revenue au centre du jeu libanais, adopte une conditionnalité engagée : soutien explicite à l'armée mais lié au désarmement du Hezbollah [19][17]. Le financement extérieur est crucial avec 117 millions de dollars des États-Unis, 100 millions d'euros de l'UE, 60 millions de dollars du Qatar, 10 millions d'euros de l'Espagne et aide française, mais l'armée libanaise manque encore d'équipements modernes et d'effectifs suffisants pour sécuriser durablement la zone frontalière.

La Conférence internationale de février 2026, réunissant États-Unis, France et Arabie saoudite, sera déterminante pour déterminer si le financement sera suffisant pour transformer l'armée libanaise en force capable de maintenir seul le monopole étatique sur l'usage de la force [40]. Sans ce renforcement, le Liban risque de passer d'une domination du Hezbollah à un vide sécuritaire exploitables par d'autres milices rivales.

L'influence diplomatique de l'Arabie saoudite sur le Liban post-Hezbollah repose sur une stratégie de conditionnalité engagée : retour proactif au centre du jeu libanais par réorganisation diplomatique avec ambassadeur et Prince KBS, soutien explicite à l'armée légitime, et cooptation des acteurs sunnites, mais conditionné au désarmement complet du Hezbollah et au retour à la politique de distanciation. L'objectif stratégique est double : garantir la sécurité propre du Royaume en arrêtant les attaques houthis, le trafic de captagon et l'ingérence au Yémen, et contrer l'influence iranienne en replaçant le Liban dans le giron arabe [21]. La stratégie historique d'alliance aux Maronites des années 1960 est réactivée

contre le bloc turco-qatarien [18]. L'approche saoudienne contraste avec l'iranienne : soutien à l'État légitime sans intervention militaire directe, mais avec pression économique via l'arrêt des importations de 300 millions de dollars par an [17]. Le message est clair : Come Back au Liban, mais à condition que le pays du Cèdre règle ses problèmes.

Pour le Liban post-Hezbollah, l'influence saoudienne sera déterminante : sans satisfaction des conditions rédhibitoires incluant désarmement, non-ingérence et contrôle frontalier, l'aide économique et le soutien politique régional resteront limités, et la balle est dans le camp libanais [21]. La véritable stabilité dépendra de la capacité du gouvernement à imposer le désarmement complet dans les six mois, tout en préservant l'unité de l'armée face au risque de fragmentation chiite [12].

Conclusion

L'accord États-Unis-Iran de juin 2026 représente un tournant diplomatique significatif, mais il reste précaire. Bien qu'il ouvre la voie à une stabilisation du détroit d'Ormuz et à une cessation des hostilités, il ne résout pas les enjeux fondamentaux du programme nucléaire iranien ni les tensions avec Israël. La réussite de cette initiative dépendra de la capacité des deux parties à transformer ce mémorandum préliminaire en un accord durable, sous le regard vigilant de la communauté internationale.

Le retrait des forces pro-iraniennes du sud du Liban représente un tournant stratégique majeur, permettant à l'État libanais de rétablir son monopole sur la force et de sortir de l'orbite iranienne. Cependant, cette mesure ne garantit pas une stabilité durable tant que l'occupation israélienne persiste, que le Hezbollah maintient son refus absolu de désarmement, et que l'accord États-Unis-Iran ne traite pas explicitement du sort des groupes alliés à l'Iran.

La vraie stabilité dépendra de la capacité du Liban à imposer un désarmement complet du Hezbollah, à obtenir le retrait intégral des forces israéliennes, et à garantir la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire. Dans l'immédiat, la situation reste fluide, dépendant de l'issue du conflit Israël-Iran et de la volonté des acteurs régionaux de transformer ce retrait préliminaire en paix durable. Les analystes stratégiques doivent surveiller attentivement les négociations techniques

à venir, car leur échec pourrait entraîner un retour rapide à la confrontation, voire un conflit civil interne au Liban.

Dans un contexte où la sécurité énergétique et la stabilité régionale sont cruciales, cet accord doit être considéré comme une première étape, non comme une solution finale. La Conférence internationale de février 2026 et le retrait Final de la FINUL en décembre 2026 seront des moments charnières déterminant si le Liban parviendra à transformer cette fenêtre de stabilité en paix durable, ou s'il risque de passer d'une domination du Hezbollah à un vide sécuritaire exploitable par d'autres milices rivales.

Sources

1. Accord-cadre États-Unis-Iran (2026) – Mémoire d'entente signé le 14 juin 2026, prévu pour être officialisé le 19 juin à Genève sous médiation pakistanaise. Source : BBC Afrique, DW, Blick.
2. Accord de cessez-le-feu israélo-libanais (4 juin 2026) – Accord-cadre signé entre les gouvernements libanais et israélien prévoyant le retrait du Hezbollah du sud du Liban et le déploiement de l'armée libanaise. Source : Wikipedia.
3. Résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU (2006) – Résolution stipulant le désarmement de toutes les milices au Liban et le déploiement de l'armée libanaise dans le sud.
4. Résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU (2004) – Résolution stipulant le désarmement de toutes les milices au Liban, y compris le Hezbollah.
5. Mandat de la FINUL (prolongé jusqu'au 31 décembre 2026) – Dernière prorogation du mandat votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, à l'initiative de la France. Source : Nations Unies Maintien de la paix.

Sources Secondaires – Articles et Analyses Médiales

6. Le Dauphiné (2026) - « Accord États-Unis - Iran : Trump s'apprête à prendre une décision finale », 29 mai 2026.
7. BBC Afrique (2026) - « Ce que l'on sait de l'accord de paix entre les États-Unis et l'Iran et l'annonce par Trump de la réouverture du détroit d'Ormuz », 15 juin 2026.
8. DW (2026) - « Accord entre Washington et Téhéran : ce qu'il faut savoir », 16 juin 2026.
9. Blick (2026) - « L'accord entre les USA et l'Iran signé électroniquement », 14 juin 2026.
10. Le Monde (2026) - « EN DIRECT, guerre au Moyen-Orient : le choc énergétique sera », 14-15 juin 2026.
11. The Conversation (2025) - « Le Liban face au conflit israélo-iranien », 23 juin 2025.
12. NCRI Iran (2025) - « Le Liban démantèle plus de 500 sites du Hezbollah pro-iranien au sud », 6 juin 2025.
13. Le Figaro (2025) - Fabrice Balanche : «Le Liban est en voie de sortie de l'orbite iranienne», 26 janvier 2025.
14. NCRI Iran (2025) - « La souveraineté du Liban menacée par le Hezbollah pro-iranien qui défie le désarmement », 31 juillet 2025.
15. Arab News (2025) - « Liban: le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce sur l'... », 24 août 2025.
16. Ouest-France (2025) - « Le Liban prévoit de désarmer le Hezbollah d'ici fin 2025 », 5 août 2025.
17. Ici Beyrouth (2026) - « Sud-Liban: l'ombre de l'Iran sur la stabilité libanaise », 5

mars 2026.

18. La Croix (2026) – « Guerre au Moyen-Orient : le Hezbollah prêt à un accord... Le bilan », 4 juin 2026.

19. DW (2026) – « Le cessez-le-feu israélo-libanais vacille déjà », 4 juin 2026.

20. Direct Info (2026) – « Accord États-Unis-Iran : découvrez les 10 points clés du cessez-le-feu », 8 avril 2026.

21. Le Figaro (2026) – « Le président libanais salue l'accord entre Washington et Téhéran après un appel du chef de la diplomatie iranienne », 15 juin 2026.

22. Le Monde (2025) – « Trêve au Liban : deux mois après, l'accord entre Israël et le Hezbollah est... », 16 janvier 2025.

23. TF1 Info (2026) – « Moyen-Orient : cessez-le-feu au Liban, attaque au Koweït, mort d'un... », 3 juin 2026.

24. Boursorama (2026) – « Trêve entre l'Iran et les États-Unis: ce que l'on sait », 8 avril 2026.

25. Atalayar (2025) – « L'Arabie saoudite annonce son soutien explicite à l'armée libanaise face aux attaques du Hezbollah », 16 février 2025.

26. Libnanews (2026) – « Le Liban confronté aux tirs de roquettes du Hezbollah, les périls d'un désarmement forcé », 1 mars 2026.

27. KUNA (2025) – « La présence de l'armée libanaise au sud du Litani... », 26 octobre 2025.

28. Saudi News FR (2025) – « L'Arabie Saoudite exprime son soutien aux mesures libanaises garantissant la sécurité de ses citoyens », 15 février 2025.

29. RTL (2026) – « Tensions entre chiites, sunnites et chrétiens : le Liban est-il au

bord de la guerre civile... », 21 mai 2026.

30. L'Orient-Le Jour (2025) – « « L'armée fait des progrès sérieux » pour étendre sa présence au Liban-Sud, déclare Salam au WP », 17 avril 2025.

About The Author



[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)